

Les directeurs demandent qu'il leur soit permis de déposer leur 74^e rapport annuel montrant le résultat des opérations de la banque pour l'année expirée le 30 avril 1892 :

Balances des profits et pertes au 30 avril 1891.....	\$430,728.30
Profits pour l'année expirée le 30 avril 1892, après avoir déduit les frais d'administration et pourvu à toutes les dettes mauvaises ou douteuses.....	\$1,325,887.03
Total	\$1,765,615.33
Dividende 5 pour cent payé le 31 décembre 1891..	\$600,000
Dividende 5 pour cent, payable le 1 ^{er} juin 1892...	600,000
Total	\$1,200,000.00

Balances reportées au compte des profits et pertes..... \$565,615.33

En rapport avec les chiffres qui précèdent, les directeurs sont heureux de pouvoir soumettre aux actionnaires un rapport plus satisfaisant que celui de la même époque l'an passé.

Les chiffres dans le tableau ci-joint n'ont rien qui soit digne de remarque si ce n'est l'article de \$135,000 dans l'actif. Comme c'est une nouveauté dans les rapports de banque, il n'est peut-être pas hors de propos d'expliquer, pour l'information des actionnaires qui ne résident pas dans la Puissance, que c'est la contribution de la banque au "Fonds de Rachat de la Circulation des banques." Ce fonds a été établi en vertu de l'acte actuel concernant les banques, pour la protection des porteurs de billets d'une des banques quelconque qui tomberait en déconfiture. Il est censé représenter une somme d'argent égale à 5 pour cent de la moyenne de la circulation de toutes les banques pour l'année expirée le 30 juin 1891, dont 2 1/2 pour cent étaient payables au gouvernement le 15 juillet 1891 et les autres 2 1/2 pour cent seront payables le 15 juillet prochain.

Le nouvel acte concernant les banques est devenu en vigueur le 1^{er} juillet et semble fonctionner d'une façon satisfaisante.

Dans le cours de l'an passé les directeurs ont cru désirable, dans l'intérêt de l'institution, d'établir des succursales de la banque à Fort William, Ontario, et à Nelson, C. A.

Le bureau principal et toutes les succursales a subi l'inspection ordinaire pendant l'année.

Les directeurs ont eu à déplorer la mort en juin dernier, de leur estimé collègue, M. Gilbert Scott, qui avait fait partie du bureau des directeurs pendant le long espace de seize ans—son élection datait de 1876. La vacance a depuis été comblée par l'élection de M. W. H. Meredith, comme directeur.

Il a été jugé désirable de donner un assistant au gérant général et M. Alexander Lang, ci-devant second agent à New-York a été promu à la position d'assistant gérant général.

DONALD A. SMITH, Président.

Bilan général 30 avril 1892

PASSIF

Capital actions.....	\$12,000,000 00
Réserve.....	\$ 8,000,000 00
Balances reportées des profits et pertes....	565,615 32
Total	\$ 20,565,615 33
Dividendes non réclamés.....	3,020 49
Dividende semestriel payable le 1 ^{er} juin 1892.....	600,000 00
Total	\$ 7,168,635 82
Total Passif	\$19,168,635 82
Billets de la banque en circulation.....	\$ 4,912,415 00
Dépôts ne portant pas d'intérêt.....	7,097,563 34
Dépôts portant intérêt.....	19,879,444 48
Total	\$31,889,422 82
Total Actif	\$51,058,058 64
Numéraire d'or et argent courant.....	\$ 1,797,095 66
Billets du gouvernement à demander.....	2,479,514 25
Dépôts dans le gouvernement fédéral requis par l'acte du parlement pour la sécurité de la circulation générale des billets de banque.....	135,000 00

Balances dues par d'autres banques en Canada.....	\$ 11,064 89
Du par les agences de cette banque et d'autres banques en pays étrangers.....	8,553,311 39
Du par les agences de cette banque et d'autres banques dues dans la Grande Bretagne.....	1,201,782 83
Total	\$ 9,766,150 11
Bons du gouvernement, stock des Indes, etc.....	\$ 1,308,000 00
Billets et chèques d'autres banques.....	903,699 24
Total	\$16,339,468 31
Bureaux de la banque à Montréal et ses succursales.....	600,000 00
Prêt au gouvernement du Canada.....	\$ 1,966,666 67
Autres prêts courants et escomptes (réserves faites des intérêts rabattus) et autres sécurités et actifs.....	31,609,868 50
Dettes garanties par hypothèque ou autrement.....	331,304 02
Dettes échues non spécialement garanties, (après avoir pourvu aux pertes).....	160,751 05
Total	\$34,068,690 33
Total	\$51,058,058 64

E. S. CLOUSTON, Gérant-général.

Banque de Montréal, Montréal, 30 avril 1892.

L'adresse du président

Sir Donald A. Smith, en proposant l'adoption du rapport, a dit: Nous avons devant nous, comme vous le verrez, le 74^{ème} rapport annuel de la Banque de Montréal. Il y a peu d'explications et de commentaires à donner. La balance reportée est de \$125,687 plus grande que celle du mois de juin, l'an dernier, lorsque \$135,000 ont été payés au gouvernement comme contribution au "Fonds de rachat de la circulation des banques", une innovation dans nos affaires. Ce fonds peut être et est indubitablement un grand avantage pour beaucoup de banques et pour le public en général, mais dans tous les cas il n'est pas nécessaire pour notre banque. Dans l'administration méticuleuse qui a toujours été donnée à nos affaires, le public a une ample garantie de sa solidité sans recourir à un fonds de ce genre. Permettez-moi de comparer la position de la banque maintenant avec celle de son passé. En 1817 son capital était de \$350,000 et comme il n'y avait pas d'autre banque, ce chiffre représentait le capital financier, non seulement de Montréal mais de tout le Canada, tandis qu'à présent le capital des banques faisant affaires à Montréal seulement est de plus de \$50,000,000.

En 1819 notre capital était de \$650,000 et vous aviez alors une réserve magnifique de \$4,168 pendant que l'on vous payait des dividendes de 8 p. c. Plus tard, cependant, en plusieurs occasions, 6 p. c. de dividende seulement ont été payés. Graduellement le capital s'est accru jusqu'à ce qu'il eut atteint \$2,000,000 en 1841, en 1845 \$3,000,000, en 1855 \$4,000,000, en 1860 \$6,000,000 et en 1873 \$12,000,000, comme il l'est actuellement avec une réserve de 50 pour cent soit \$6,000,000. Il aurait pu être plus prudent de s'arrêter à 8 au lieu de \$12,000,000 et je crois que l'expérience de la banque est que pour quelques années passées il aurait été plus facile de gagner un dividende considérablement plus grand sur une plus petite somme, au lieu de 10 pour cent sur les \$12,000,000 comme on le paie aujourd'hui. Le commerce de tout le pays s'est développé considérablement depuis environ 50 ans en même temps que la prospérité de la banque. Cela est constaté en comparant les importations et les et les exportations dont vous me permettrez de donner quelque chiffres.

En 1868 la valeur totale de notre commerce avec l'étranger était de \$131,027,532. Il y a eu des fluctuations depuis cette époque, mais vous serez heureux d'apprendre que depuis deux ou trois ans qu'il y a une tendance vers l'augmentation et que les rapports du commerce de la dernière quinzaine montrent un développement extraordinaire, en comparaison des statistiques de l'année précédente, en 1891 les chiffres des exportations étant de \$77,452,314 contre \$88,435,793 en 1892 malgré le bill McKinley.

Il en a été de même dans la navigation. Le mois de mai dernier montre

un tonnage d'importation dans le port de Montréal de 174,000 tonneaux contre \$132,615 en 1891 soit 17,000 tonneaux de plus qu'en mai 1890, qui a fourni la statistique la plus avantageuse. Ces chiffres seront bien encourageants et démontrent le progrès de la Puissance comme ensemble dont Montréal est le chef-lieu. Il nous fait plaisir d'enregistrer le fait que pendant l'année passée pendant que les valeurs des autres colonies ont été dépréciées à cause de leurs emprunts excessifs et lorsqu'il y a eu une dépréciation générale des valeurs européennes, celles de la Puissance, éloignées prudemment de la Bourse de Londres, ont toujours maintenu leurs prix. Ainsi, le gouvernement désirerait-il un jour chercher un emprunt sur le marché anglais, il le contracterait dans les conditions les plus faciles. Comme vous le savez, il y a eu une grande dépression en Europe et en ce pays à cause de la faillite de la maison Baring pendant l'automne de 1890, mais à cause de la prudence des directeurs de la banque de Montréal et des autres institutions financières, l'effet de cette banqueroute s'est fait peu sentir. Le choc a été tel cependant que la confiance du public n'a pas encore été complètement rétablie dans cette maison.

Cependant l'avenir est rassurant, mais ce n'est pas à nous à prophétiser, nous devons prendre nos précautions pour le futur pour assurer le succès de nos opérations. Il est bruit que l'on doit taxer les actions de banques et le capital en général. Il faut espérer cependant que l'on se raviserà. Le capital est très sensible aux impôts de ce genre et nous sommes certains qu'une législation de cette nature, chassera du Canada ce qui nous est le plus nécessaire, c'est-à-dire les moyens de développer les ressources du pays. Il vaudrait infiniment mieux, d'après l'opinion d'un grand nombre d'entre nous si nous avons besoin d'argent et si nous faut de l'argent pour administrer les affaires du pays, de recourir à la taxe directe, d'aller trouver chaque citoyen dans tout le pays et de lui faire payer selon ses moyens. (Ecoutez! Ecoutez!) Depuis quelques années dans cette province nous avons dépensé beaucoup plus des fonds publics que nos moyens ne nous le permettaient, car avec le trésor public, comme avec la cassette d'un particulier, si vous dépensez chaque dollar en caisse et si vous contractez des dettes au-delà des moyens que vous avez de les solder, les conséquences ne peuvent être que désastreuses. On nous a promis une administration d'économie et notre planche de salut est la réalisation de cette promesse.

En n'employant que le personnel rigoureusement nécessaire pour l'administration de nos affaires, avec l'assurance que chaque employé est parfaitement compétent pour ses fonctions, en chassant les surnuméraires, nous ferons rencontrer les deux bouts: bien plus, nous obtiendrons un surplus qui sera utilisé pour la prospérité du pays. C'est là où tendent toutes nos es. érances.

Heureusement nos différends avec les habitants de Terre-neuve paraissent avoir été réglés et la difficulté de la mer de Behring, nous dit-on, est en bonne voie de règlement. Pour toute la province, à part le Pacifique, il a été construit des voies ferrées qui ont été très utiles pour le développement des ressources du pays dans toutes les directions. Nous avons des communications par vapeur avec le Japon et la Chine, de nos ports de Vancouver et de Victoria, et le trafic en passagers et en fret est maintenant très considérable et promet de devenir en quelques années beaucoup plus important. Si nous ajoutons à cela une ligne de steamers rapides de l'Europe à nos ports de mer égale à celles faisant le service entre New York et l'Europe et nous avons tout lieu d'espérer que le projet se réalisera, le progrès matériel du Canada serait le comble de ce que nous pourrions rêver en devenant une grande nation.

Pour faire face au développement du pays, tant au Nord-Ouest que dans la Colombie Anglaise, des succursales ont été établies à Fort William, à la tête du lac Supérieur et à Nelson, dans la Colombie Anglaise. Fort William sera en quelques années une place considérable à cause des expéditions de grain qui s'y font et Nelson est le cen-

tre du district de Kootenay, très riche en minéraux.

D'ici à vingt-cinq ans le Canada sera devenu un pays de très grande importance. L'immigration au Nord-Ouest n'arrive plus seulement des anciennes provinces d'Angleterre et d'Europe, mais même des États-Unis. La banque de Montréal en profitera autant que le Nord-Ouest; nous avons l'expérience du passé pour nous en donner l'espoir.

Je ne crois pas qu'il soit nécessaire de rien ajouter. Le gérant général va vous communiquer notre bilan que vous admettez avec moi, je crois, être à la fois instructif et intéressant.

Je propose l'adoption du rapport secondé par M. Drummond, vice-président.

La motion est adoptée.

Le gérant général

M. E. S. Clouston, le gérant général dit:

J'ai bien peu de choses à ajouter à ce qui vous a été soumis par le rapport imprimé des affaires de la banque. Le caractère principal de l'année qui vient de s'écouler a été l'apathie et le désappointement.

Après une succession de mauvaises années, on espérait que les bonnes récoltes, jointes aux prix rémunérateurs du grain, accentueraient le commerce et feraient disparaître la gêne, mais l'année a été aussi mauvaise, sinon pire que les années précédentes. La cause paraît en être dans le fait que les cultivateurs, après avoir payé leurs obligations les plus pressantes aux compagnies de prêts et aux fournisseurs d'instruments aratoires, résolurent de garder le reste de leur grain, en attendant des prix plus élevés; cette décision a été la cause de pertes considérables pour eux-mêmes et de grands dommages pour les affaires du pays. Si, cependant, comme on le suppose, il y a encore une quantité considérable de grain dans les greniers des cultivateurs, nous sommes sans aucun doute dans une position meilleure et plus assurée et avec une récolte tant soit peu bonne, nous pouvons espérer une certaine amélioration pour l'avenir. Il vient aussi un mot d'encouragement des marchés de Londres, vu la meilleure opinion prévalant au sujet des garanties de l'Amérique du Sud, laquelle, si elle est bien fondée, peut être considérée comme un indice que la crise dans cette partie de l'univers est passée et nos marchands de bois peuvent s'attendre à une augmentation de demandes de la Rivière la Plata. Il faut bien se rappeler cependant, que pour être saine et durable la reprise des affaires doit être constante et graduelle.

Les affaires dans la République voisine ont aussi été tranquilles et ont produit du désappointement, mais il y a eu une amélioration constante dans les garanties de chemin de fer, qui aurait encore été plus grande, n'eût été la législation extraordinaire sur l'argent et l'agitation qui a naturellement fait hésiter le capitaliste européen avant de voir le résultat.

Quoique la question monétaire soit d'une grande importance pour la banque dont les intérêts sont considérables dans les États-Unis, tant d'hommes distingués ont écrit et traité ce sujet et en sont venus à des conclusions tellement contradictoires, qu'il serait inutile pour moi d'en parler au long.

Pour l'observateur ordinaire de l'extérieur, qui n'a pas de préjugés politiques ou autres, ce semble avoir été un pas vers la dépression de la circulation et il paraît inévitable que le libre monnayage de l'argent ou même la présente accumulation obligatoire de l'argent, doive conduire éventuellement à une prime sur l'or. Adviene un moment où la balance du commerce sera contre les États-Unis, je ne vois pas comment on pourrait éviter une prime sur l'or, à moins que le gouvernement vende des débiteurs pour empêcher la diminution de valeur de sa quantité d'or dans le trésor. Je remarque, cependant, que plus on discute et comprend la question, plus les partisans de l'argent deviennent faibles. Un commentaire pratique sur la question, est le fait que les corporations de chemins de fer, pour montrer leurs débiteurs sous un jour favorable aux yeux du monde financier les rendent remboursables en or, principal et intérêt. Même les hypothèques sur propriétés immo-